

ECHO DU SNU



Bimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°4 Mai - Juin 2022





Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Pierre HONNORAT

Vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et Coordonnatrice Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-ADA Francois Xavier /OIM

-Adeline Tannone / OIM

-Augustin Zusanne/OCHA

-Donaig Le Du / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA

-Estelle Madjilem/FAO

-Matchoke Tchouafene / UNFPA

-Eloge Mbaihondoum / PAM

-Amadou BARAZE / PAM

-Naissem Jonas / OMS

-Alvine Teufack Temfack / OHCHR



EDITORIAL: Le Sahel, terre d'espoir

Chères lectrices, chers lecteurs,

Une fois de plus, recevez, ce bulletin bimestriel d'information qui devient un outil indispensable pour partager avec vous quelques réalisations sur le travail de bonne collaboration avec nos partenaires

Comme vous le savez, la capitale N'Djamena a accueilli au cours de la période sous revue la 13^e session du comité de pilotage de la stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS). C'est pour la toute première fois que la réunion du comité de pilotage est organisée hors du siège de l'UNISS à Dakar.

Notre SAHEL est une région de paix et de collaboration. La rudesse de son climat a longtemps obligé les communautés si différentes à vivre ensemble, à collaborer, à partager les ressources naturelles et à échanger leurs produits agricoles.

Cette agriculture est non seulement productive, elle est aussi extrêmement performante d'un point de vue environnemental. Elle permet d'enrichir les sols, de protéger les écosystèmes, et les systèmes transhumants laissent le temps à la nature de se régénérer. Elle n'utilise ni produits chimiques ni engrais industriels qui polluent les terres et les eaux. Cette agriculture est un modèle qui fait toute la richesse de nos peuples. Elle n'a rien à envier à celles des pays riches qui se sont construits sur la destruction de l'environnement.

Le Sahel est sans doute l'une des régions les plus jeunes du monde. Sa force est cette jeunesse qui la compose. En 2015, nous avons adopté les objectifs de développement durable, qui sont en progrès. Cette jeunesse est une opportunité.

Les jeunes sont forts, dynamiques et prêts à promouvoir le développement. Ils sont de plus en plus éduqués et peuvent bénéficier de nombreuses opportunités. Ce que les gouvernements et la Communauté internationale doivent faire, c'est reconnaître les jeunes comme des acteurs – et non comme un fardeau.

Il est important de les aider à identifier les opportunités de développement, y compris par la création de petites et moyennes entreprises.

Pour les femmes notamment, les discriminations sont autant d'obstacles sur le chemin de leur émancipation et de leur développement personnel. Aller à l'école pour les petites filles ou se rendre chez le médecin pour les malades reste un rêve inatteignable pour beaucoup. Cette tendance doit être infléchie pour permettre à la femme de contribuer de manière optimale au développement.



Violette Kakyomya, Coordonnatrice résidente
du système des Nations Unies et
Coordonnatrice Humanitaire



Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) est la principale entité des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. En tant que tel, le HCDH a pour mission d'œuvrer à la protection de tous les droits de l'homme pour toutes les personnes ; de contribuer à donner aux personnes la possibilité d'exercer leurs droits ; et d'aider les personnes chargées de faire respecter ces droits à veiller à leur application.

Mandat du HCDH Tchad

Conformément à la Charte des Nations Unies et au mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, tel que défini dans la Résolution 48/141 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1993, le Bureau Pays a pour objectif de conseiller et d'assister le Gouvernement du Tchad en ce qui concerne le développement et la mise en œuvre de

stratégies, programmes et mesures visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le pays. A cette fin, le Bureau Pays fournit des services consultatifs et une assistance technique au gouvernement et à d'autres partenaires pertinents en vue d'appliquer les normes régionales et internationales relatives aux droits de l'homme.

Le Bureau Pays observe la situation des droits de l'homme dans le pays hôte, consulte et assiste les autorités compétentes, ainsi que différentes institutions nationales, les organisations de la société civile et d'autres organismes compétents aux fins de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

Le Bureau Pays rend compte de ses activités à la Haute-Commissaire, qui peut décider de publier des rapports, y compris sur ses activités au Tchad. Dans toutes ses

activités, le Bureau Pays agit selon les principes de l'Organisation des Nations Unies, notamment les principes d'impartialité, d'indépendance, d'objectivité et de transparence.

En 2022, le HCDH contribue à renforcer la protection et la promotion des droits de l'homme au Tchad à travers plusieurs actions et projets alignés sur les 4 Axes Stratégiques Prioritaires Suivants :

1. Consolider l'état de droit et la redevabilité concernant les violations des droits de l'homme
2. Renforcer l'égalité et lutter contre la discrimination
3. Intégrer les droits de l'homme dans le processus de développement durable
4. Renforcer la coopération entre la République du Tchad et les mécanismes internationaux et africains des droits de l'homme

TOUS LES ÊTRES HUMAINS
NAISSENT LIBRES ET ÉGAUX
EN DIGNITÉ ET EN DROITS

Article premier – Déclaration universelle des droits de l'homme



Le Représentant a.i du HCDH s'exprime...

Par Alvine Teufack Temfack



M. Felix AHOUANSOU, Représentant et Chef de Bureau par intérim

ECHO SNU Tchad : M. le Représentant et Chef de Bureau par intérim, pouvez-vous nous présenter brièvement le Bureau pays du HCDH Tchad ?

Je vous remercie pour cette tribune qui m'est offerte. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à un Bureau pays au Tchad depuis 2016 avec un mandat de promotion et de protection des droits de l'homme. Le Bureau pays est basé à N'Djamena et compte 22 fonctionnaires nationaux et internationaux, y compris des volontaires des Nations Unies. Ayant une couverture nationale, des équipes du bureau sont régulièrement déployées dans diverses parties du pays pour conduire des activités de monitoring et de renforcement des capacités ou de sensibilisation sur les droits de l'homme. Dans le cadre de son mandat, le Bureau pays appuie le gouvernement, la commission nationale des droits de l'homme, les organisations de la société civile ainsi que d'autres partenaires en vue de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Sous l'égide de la Coordonnatrice résidente et de l'Equipe pays du Système des Nations Unies, le HCDH œuvre pour l'intégration des droits de l'homme dans les programmes des Nations Unies visant à garantir les trois piliers de l'action de l'Organisation des Nations Unies que sont **la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme**. Ces piliers sont liés entre eux et se renforcent mutuellement.

Dans le cadre de la coopération technique, le HCDH met en œuvre actuellement différents projets en matière de droits de l'homme au Tchad :

- **Projet Cadre de Conformité (G5 Sahel)**

C'est un projet régional d'appui à la Force Conjointe (FC) du G5 Sahel initié par le HCDH et financé par l'Union Européenne. Il a principalement pour objectif d'aider la force conjointe, à prendre en compte et à respecter le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire y compris le droit des réfugiés, dans le cadre de ses opérations militaires sur le territoire des Etats membres du G5 Sahel. Les activités de ce projet au Tchad sont destinées à la Force Conjointe opérant dans le Fuseau Est situé le long de la frontière entre le Tchad et le Niger et le long de la frontière entre le Tchad et la Libye. La phase actuelle du projet a commencé en 2018 et prendra fin en mai 2023.

- **Projet de renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure (FSI)**

Le projet FSI lancé le 09 septembre 2021 à N'Djamena est également un projet régional couvrant trois (03) pays du Sahel, à savoir la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Le projet est mis en œuvre par le HCDH Tchad sous le financement de l'Union Européenne. Il vise à renforcer les capacités des forces de sécurité intérieure (Police Nationale, Gendarmerie Nationale, la GNNT et la Police judiciaire) en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme au Tchad. Le projet met l'accent sur la gestion des opérations de maintien de l'ordre dans le respect des droits de l'homme et l'appui multiforme aux victimes des violations des droits de l'homme y compris des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG).

- **Projet d'appui à la République du Tchad pour la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU)**

Ce projet initié par le gouvernement tchadien à travers le Ministère de la Justice, chargé des Droits Humains avec l'appui technique du HCDH, vise à renforcer les capacités nationales à mettre en œuvre les recommandations des mécanismes des droits de l'homme et en particulier celles issues du troisième cycle de l'Examen Périodique Universel. Dans le cadre de ce projet, le HCDH fournit une assistance au gouvernement afin de donner effet à ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme y compris à travers une loi spécifique de protection des défenseurs des droits de l'homme.

-Projet d'appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

Il s'agit d'un projet conjoint (UNFPA, HCDH, FAO) sur financement du Fonds de consolidation de la Paix des Nations Unies. L'objectif principal est de favoriser l'égalité de genre à travers l'appui à la mise en place et à l'opérationnalisation de l'Observatoire national de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité du Genre au Tchad.

-Projet d'appui à une transition institutionnelle et politique inclusive et apaisée au Tchad

Ce projet inter agences (PNUD, UNFPA, HCDH) financé par le PBF vise à contribuer à une mise en œuvre inclusive, crédible et transparente du processus de transition, y compris du dialogue national inclusif et souverain, conformément aux standards internationaux des droits de l'homme.

ECHO SNU Tchad : M. le Représentant, quelles sont les principales réalisations en matière des droits de l'homme au Tchad ces récentes années, les défis et les perspectives ?

Malgré le contexte difficile, l'appui technique apporté au Gouvernement et autres parties prenantes a abouti à quelques avancées majeures ces récentes années, à savoir :

-La Commission nationale des droits de l'homme

(CNDH): Conformément aux recommandations du comité des droits économiques, sociaux et culturels de 2009 et celles de l'Examen périodique universelle de 2018, le Tchad a adopté la Loi N°28/PR/2018 du 22 novembre 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme qui est ainsi portée au rang des grandes institutions de la République. Elle est indépendante et autonome. Elle formule des avis au Gouvernement sur les questions des Droits de l'Homme. Elle procède à des enquêtes, études et publications relatives aux Droits de l'Homme. Enfin, elle a le pouvoir d'auto-saisine. Elle a déjà publié plusieurs rapports d'investigation depuis février 2020.

L'abolition de la peine de mort: Le Tchad a inscrit dans son code pénal l'interdiction de la peine de mort. Puis, la peine de mort concernant les actes de terrorisme est abolie à travers la loi n° 003/PR/2020 promulguée le 20 mai 2020. Le Tchad a ainsi rejoint le rang des pays abolitionnistes de la peine de mort.

Les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont été reconduites au **Titre II de la constitution de 2018**. Il en est ainsi de l'interdiction des sévices ou traitements dégradants et humiliants, ainsi que de la torture (**article 18 de la Constitution**), de l'interdiction de l'esclavage, de la traite des êtres humains, du travail forcé, de la torture physique ou morale, des traitements cruels, des violences physiques, des mutilations génitales féminines, des mariages précoces, ainsi que toutes les autres formes d'avilissement de l'être humain (**article 19 de la Constitution**). La loi n° 001/PR/2017 du 08 mai 2017 portant Code pénal sanctionne ces infractions dans ses **articles 318, 323, 327 à 331, 342, 368**.

La ratification de nouveaux instruments de protection des droits de l'homme à l'instar de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (juin 2019) et de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (février 2022).

L'amélioration de la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme. Des efforts fournis pour couvrir le gap dans la soumission des rapports initiaux et périodiques aux organes de traités des Nations Unies et aux autres mécanismes, notamment, africains de protection des droits de l'homme.

Malgré les avancées ci-dessus relevées, de nombreux défis persistent, notamment, concernant la jouissance effective des libertés fondamentales, la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'homme y compris celles du passé, le renforcement de l'espace civique, l'administration de la justice et le droit à un procès équitable, les conflits éleveurs – agriculteurs et leur impact sur les droits de l'homme, etc.

La feuille de route du gouvernement de transition offre une opportunité de renforcer l'encrage des droits de l'homme à travers les produits tels que le Dialogue national inclusif et souverain (DNIS), la cartographie des cas de violation des droits de l'homme, la commission de vérification des détentions illégales et la poursuite de la ratification des conventions internationales relatives aux droits de l'homme.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a appuyé le Ministère de la Justice, Chargé des Droits Humains dans l'organisation en avril 2022 d'un forum national des droits de l'homme qui a permis de formuler des recommandations pertinentes pour adresser les préoccupations des droits de l'homme. Les recommandations du forum national des droits de l'homme serviront de base et d'orientation aux débats lors du Dialogue National inclusif et souverain (DNIS) en cours. Ce dialogue est une opportunité pour jeter les bases d'institutions nouvelles et d'une société juste et respectueuse des droits de l'homme. De même, le processus de cartographie des cas de violation des droits de l'homme mené par le Ministère de la Justice, Chargé Droits Humains et la CNDH avec l'appui du Bureau Pays du HCDH Tchad constitue aussi une opportunité pour adresser les violations des droits de l'homme du passé, tout en mettant en place les conditions et mécanismes d'une justice transitionnelle et d'une véritable réconciliation nationale.

ECHO SNU Tchad : Quelle est la valeur ajoutée du HCDH dans le contexte actuel de transition ?

Le HCDH est la seule entité internationale ayant un mandat spécifique pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Son expertise et son expérience sont à mettre au service des autorités nationales, de la Commission nationale des droits de l'homme ainsi que de la société civile en vue d'intégrer l'approche basée sur les droits de l'homme dans le processus de transition. Car les droits de l'homme constituent un sujet crucial en cette période délicate. L'objectif ultime est que les questions des droits de l'homme restent au cœur des préoccupations et actions y compris lors du dialogue national inclusif en cours et des résolutions qui en seront issues. Il est aussi crucial au cours de cette période de transition de renforcer la participation et la protection de l'espace civique : la participation à la vie publique par les titulaires de droits et les organisations qui les représentent est un principe fondamental des droits de l'homme.

Renforcement des capacités des acteurs judiciaires sur la protection des victimes et témoins des violations des droits de l'homme, y compris des violences basées sur le genre

Par Alvine Teufack Temfack



Du 21 au 23 juin 2022 à N'Ndjamena, le HCDH a appuyé le Ministère de la Justice, Chargé Droits Humains, dans l'organisation d'un atelier d'échange avec les Magistrats (Siège et Parquet) des juridictions de droit commun, les Avocats et les Officiers de la Police Judiciaire sur la protection des victimes et témoins des violations des droits de l'homme, y compris les violences basées sur le genre au Tchad. Cette importante activité a permis aux acteurs judiciaires d'échanger sur « le rôle et les bonnes pratiques des autorités et acteurs judiciaires dans la

lutte contre les violations des droits de l'homme y compris les violences basées sur le genre au Tchad ». L'objectif principal était de contribuer à une meilleure protection des droits de l'homme à travers le renforcement des capacités des bénéficiaires en matière de protection des victimes et témoins en justice pénale. L'activité était organisée dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure (FSI) lancé le 09 septembre 2021 sous le financement de l'Union Européenne.

N'Djaména a abrité la 13e session du Comité de Pilotage UNISS

Par Dohou Pascal Ferso

Du 05 au 06 mai 2022, le Comité de Pilotage de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) a organisé, pour la première fois en dehors de Dakar, siège de son Secrétariat, sa 13^e session annuelle au Tchad.



« Nous sommes extrêmement fiers d'accueillir la première réunion du Comité de pilotage organisée hors du Sénégal. Cela témoigne non seulement de la reconnaissance du rôle joué par le Tchad au Sahel, mais aussi de sa contribution potentielle au développement de la région », s'est réjoui la Représentante Résidente du système des Nations unies au Tchad, Mme Violette Kakyomya dans son mot introductif à l'ouverture de cette rencontre. Pour ce faire, « nous renouvelons notre engagement à soutenir le Tchad sur ses priorités

actuelles de dialogue inclusif, de réconciliation, de développement inclusif, et de consolidation de la paix pour renforcer la gouvernance, la sécurité, et la résilience, conformément à la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel », renchérit-elle.

Le Coordonnateur Spécial des Nations Unies pour le développement au Sahel Abdoulaye Dieye a, dans son discours, justifié la tenue à N'Djaména de la réunion du Comité Directeur avant de préciser ses objectifs.





« En décidant de délocaliser la réunion annuelle du Comité Directeur, nous voulons réaffirmer un principe cardinal de la primauté du contexte et de la proximité, dans les activités opérationnelles des Nations Unies ; et bien que nous ayons une équipe pays, ici à N'Djaména, notre présence collective ici, se veut une réaffirmation de ce principe », a déclaré Abdoulaye Dieye.

Chaque année, les experts se retrouvent pour évaluer les activités du Comité. « Nous sommes réunis ici à N'Djaména pour faire le point de l'état d'exécution de la feuille de route 2022-2023, et lui imprimer les réorientations nécessaires, au regard des évolutions géopolitiques récentes marquées, entre autres, par la situation en Ukraine, et au regard des diverses dynamiques au niveau des contextes nationaux marqués par les transitions politico-militaires et l'acuité de la crise alimentaire », ajoute le Coordonnateur Spécial des Nations Unies pour le développement au Sahel.

En ouvrant officiellement les travaux, le Premier Ministre Pahimi Padacké Albert, a réaffirmé l'engagement du Tchad à agir aux côtés des Nations Unies pour faire aboutir des différents programmes et agendas initiés pour la paix, la sécurité et le développement. « Pour marquer sa fidélité à ses engagements pris en décembre 2017, aux côtés de neuf autres pays de la région, et en adoptant le Plan d'Appui des Nations Unies pour le Sahel (UNSP), le Tchad tient à participer à cette rencontre pour accélérer la mise en œuvre de l'UNISS », a rassuré le Premier ministre de transition.



La 13^e session annuelle du Comité Directeur a vu la participation, du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique Centrale, du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, du Haut Représentant de l'Union Africaine pour le Tchad, le Haut Représentant de la Coalition pour le Sahel, le Secrétaire Exécutif du G5 Sahel, les membres du gouvernement tchadien et les ambassadeurs, chefs des missions diplomatiques accrédités au Tchad.

Une forte délégation humanitaire du Tchad étaient en mission de plaidoyer et de mobilisation des ressources à Genève, Bruxelles et à Berlin

Par Dohou Pascal



La mission est conduite par le Ministre de l'Economie et de la Coordonnatrice résidente et Humanitaire du système des Nations Unies au Tchad

Du 30 mai au 4 juin 2022, la délégation humanitaire a organisé une série de rencontres en plénière avec les Etats membres et des rencontres bilatérales avec les Ambassadeurs et Représentants Permanents auprès de l'ONU dans les trois pays donateurs. Au cours de ces rencontres auprès des états membres, la délégation a présenté aux partenaires techniques et financiers la situation critique des crises humanitaires au Tchad qui touchent plus de 6,1 millions de personnes sur 17,1 millions d'habitants. Le Ministre de l'Economie, de la Planification du développement et de la Coopération Internationale M. Mahamat Koua Hamid a déclaré que : La situation humanitaire du Tchad, en dépit des efforts consentis depuis plusieurs années par le Gouvernement et ses partenaires reste marquée par quatre crises majeures récurrentes :

- ✓ L'insécurité alimentaire et la malnutrition ;
- ✓ Les urgences sanitaires ;
- ✓ Les déplacements forcés de populations et ;

✓ Les effets du changement climatique

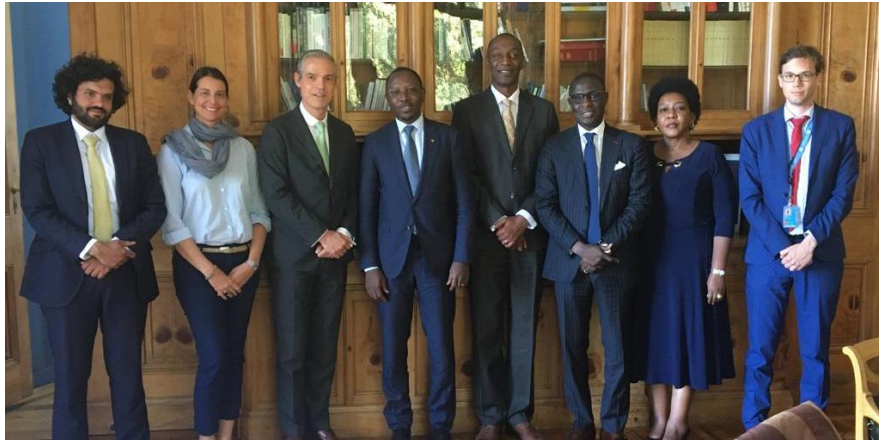
Au total, plus d'une personne sur trois a besoin d'une assistance humanitaire. Chacune des quatre crises affecte en majorité les femmes et les enfants et se traduit par une surmortalité, une précarité absolue, des abandons scolaires et une recrudescence de violences sexuelles, et diverses formes d'abus et exploitations sexuelles. A cote de cette crise, résulte des effets du changement climatique, l'insécurité liée aux conflits intercommunautaires, l'insurrection des groupes armés, et de la faible production agricole de la campagne 2021/2022 allant de 9% à 14% par rapport à l'année précédente dans la bande sahélienne (Lac, Kanem, Barh El Gazal et Hadjer Lamis) particulièrement touchées avec une faible production allant jusqu'à 46% de déficit par rapport à 2020/2021 et à 22% par rapport à la moyenne des cinq dernières années..

Pour la Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies et coordonnatrice humanitaire Mme Violette Kakyomya a révélé au cours de ces différentes rencontres qu'au regards de toutes ces crises humanitaires, notons que le taux de mortalité (133 pour 1000) reste parmi les plus élevés au monde : les décès maternels représentent 45% de tous les décès des femmes de 15 à 49 ans.

Cette prévalence de la mortalité materno-infantile résulte du faible investissement dans le domaine de la santé, de la faible couverture vaccinale, de l'accès limité à l'eau potable, à l'hygiène, à l'assainissement et aux soins de santé primaire, en particulier dans les milieux ruraux. Aussi, le Tchad enregistre de manière récurrente des cas de maladies / épidémies telles que le paludisme, la rougeole, la méningite, la fièvre jaune, le choléra (provenant souvent des pays voisins) qui affectent près de 1,7 million de personnes (dont 50,3% de femmes et filles).

Ces personnes font face à des problèmes d'accès aux soins de santé primaire dans l'ensemble du pays. Mme Violette de poursuivre que pour faire face à cette situation humanitaire préoccupante, le Plan de réponse humanitaire cible 3,9 millions de personnes sur les 6,1 millions de personnes ayant besoin d'assistance avec un financement de 510,9 millions de dollars USD. Ce financement est en diminution de 17% par rapport au financement requis de 2021 qui était de 617 millions de dollars USD.

Cette diminution s'explique par un travail rigoureux de priorisation des besoins et de complémentarité avec d'autres acteurs y compris le Plan national de développement. En fin de ces rencontres, la Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies et Coordonnatrice humanitaire Mme Violette Kakyomya a invité les partenaires et potentiels partenaires à en croire aux besoins préoccupants du Tchad, car la réponse humanitaire vise à sauver des vies, à réduire la vulnérabilité des populations affectées à travers les actions de résilience communautaire et à contribuer à la protection des civils et la redevabilité envers les populations affectées



La FAO appuie le gouvernement tchadien dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire

Par Estelle Madjilem



Dans le cadre de la campagne agricole 2022, la FAO appuie le gouvernement à améliorer les moyens de subsistances des ménages vulnérables.

A l'instar des autres pays du Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) le Tchad est aussi confronté à l'insécurité alimentaire récurrente à cause des effets des changements climatiques, de la faiblesse des investissements dans le secteur agropastoral, des conflits et des faibles capacités de résilience des communautés.

La population en insécurité alimentaire aigue ont été estimées à 2 100 000 personnes.

Suite à la détérioration constante de la situation alimentaire et nutritionnelle et compte tenu du risque grandissant que les populations encourent, le gouvernement du Tchad à travers le Président du Conseil Militaire de Transition a déclaré l'urgence alimentaire et recourt à l'assistance humanitaire d'urgence telle que définie dans le Plan National de réponse à travers le décret N°1520/PCMT/PMT/2022.

Il a fait appel à tous les acteurs nationaux et les partenaires internationaux à venir en aide aux populations identifiées en phase d'urgence par une assistance humanitaire d'urgence, particulièrement l'assistance alimentaire et les activités de relèvement précoce.

Partenaire stratégique du Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre de son mandat, a mis à la disposition du ministère en charge de l'agriculture 363,8 tonnes de semences pluviales composées de maïs, mil, riz, arachide, niébé et soja, et 69 090 pièces d'outils aratoires notamment les pelles, les pelles bêches, les pioches, les arrosoirs, les râteliers, les brouettes ainsi que 13 375 kg de semences maraîchères (tomate, gombo, oignon, pastèque, aubergine africaine, chou, poivron, piment, persil, haricot vert, carotte, Céleri, aubergine européenne).

Du matériel d'exhaure d'eau (560 motopompes) et de transformation (640 moulins à céréales) ont été également distribués aux producteurs pour améliorer leurs conditions et réduire la pénibilité du travail des femmes. Dans le domaine de l'élevage, plusieurs appuis ont été apportés, notamment la distribution des compléments d'aliments de bétail, des intrants vétérinaires, de noyaux reproducteurs et le petit matériel pour le développement des activités génératrices de revenus au profit de 50 296 ménages soit 301 774 personnes.

Cet appui de la FAO contribuera à renforcer les moyens de subsistance et améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

LES FEMMES DU LAC BENEFCIENT D'UNE « CASE DE LA PAIX »

Par Pascal Ferso Dohou



Le 24 juin dernier à Bol, le PNUD et l'ONU-Femmes ont procédé à la cérémonie de remise officielle de la Maison provinciale de la Femme appelée « Case de la Paix » au Gouvernement du Tchad d'une valeur de 280 143 USD soit 175 929 804 FCFA,

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée sous la présidence de la ministre de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'enfance, Mme Amina Priscille Longoh, en présence du Gouverneur de la province du Lac ainsi que de quelques autorités Politico-administratives de la localité. Faut-il rappeler, depuis le début des exactions commises par Boko Haram dans le Bassin du Lac, il s'observe que les femmes et les jeunes sont les personnes les plus vulnérables. Le manque d'opportunités socioéconomiques et l'inaccessibilité des services de base alimentent le désespoir des populations, et nourrissent par ricochet les discours extrémistes. Les inégalités de genre dans l'accès à l'éducation sont particulièrement frappantes. C'est pourquoi pour lutter contre les inégalités et engager les femmes du Lac dans la lutte contre l'extrémisme, pour un développement inclusif, il était nécessaire de leur dédier un espace d'échanges, de partage d'expériences et d'apprentissage de métiers en vue d'accélérer leur autonomisation dans un climat de confiance, de sécurité et de dignité.

Dans son allocution, le Représentant résident du PNUD, M. Kamil Kamaluddeen souligne que « les femmes et les filles, qui représentent 52% de la population tchadienne, constituent une force d'action

cruciale pour la prévention, la gestion et la lutte contre les conflits, ainsi que la consolidation de la paix. De ce fait, leur marginalisation dans les processus de paix, sécurité et cohésion sociale est une réelle entrave au développement du pays et de cette province. »

« Les femmes avaient l'habitude de se trouver sous des arbres ou à leurs domiciles pour tenir leurs réunions. Nous nous sommes dit que si nous voulions faire avancer les droits des femmes, nous devrions leur trouver un endroit qui leur est dédié », a exprimé la Représentante de la Directrice régionale de l'ONU-Femmes, Mme Marie Josée Kandanga. C'est donc sur cette base que l'ONU-Femmes et le PNUD ont conjugué leurs efforts pour répondre aux besoins des femmes de la province du Lac. Une action qui s'arrime parfaitement aux ambitions des autorités du pays qui ne cachent pas leur satisfaction.

Pour Mme Amina Priscille Longoh, « là où les femmes sont engagées pour la paix et la stabilité, il ne peut y avoir que des résultats satisfaisants (...) Le développement des femmes est au cœur de l'agenda du gouvernement. La sécurité, la paix et le développement ne peuvent être atteints et les avantages ne peuvent être pleinement obtenus sans l'organisation, la participation et l'autonomisation des femmes dans le processus de la paix. »

Fenêtre Nationale de Stabilisation : une relance économique réussie des femmes bénéficiaires

Par Madjilem Estelle



Il y a seulement 2 ans, lorsque les activités de la FNS étaient lancées à Guité, la localité était déshéritée après des attaques des groupes extrémistes qui avaient poussé une grande partie de la population à se déplacer.

Aujourd'hui, le tissu social s'est reconstitué avec une nette amélioration de la sécurité et du bien-être communautaire, la construction des infrastructures essentielles (éducation, eau potable, gendarmerie, centre culturel, marché etc.) et l'octroi de moyens de subsistance qui ont permis la relance des secteurs agricole et de pêche. Tout cela a contribué à restaurer la confiance des populations dans l'autorité et la légitimité de l'Etat. Guité est l'une des 12 localités d'interventions de la FNS Tchad.

Allahram Ghislaine possède un cheptel de 8 bêtes, un précieux capital dans cette Guité (Hadjerl-Lamis) en pleine stabilisation où la majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Arrivée

à Guité en 2009 avec son époux et leurs quatre enfants, Ghislaine avait dû arrêter ses études après son Baccalauréat pour se consacrer à la vente de beignets en l'absence de son mari occupé à gérer un petit kiosque ingrat. Activités en menace de déficit ou en équilibre fragile sur un chiffre d'affaires ne dépassant jamais les 30 000 CFA.

Tout a commencé avec l'arrivée de la FNS-Tchad et les activités de cash4work. Sélectionnée et affectée à des activités de nettoyage des places publiques et autres infrastructures communautaires en compagnie de centaines d'autres bénéficiaires de cette opportunité de moyens de subsistance, Ghislaine s'en sort avec 50 000 CFA au bout de 10 jours de travail. En mai 2021 « inimaginable ! on n'avait jamais vu cela, et en fait au départ on n'y croyait pas » se souvient-elle. En accord avec son mari, Ghislaine décide de se lancer dans l'élevage du petit bétail. Elle acquiert trois chèvres et quelques produits de soins adaptés à ce type d'animaux.

Quelques mois après, les bêtes délivrent des portées qui grossissent le cheptel. Elle a dû réorganiser son emploi de temps entre la bergerie et la pâtisserie dont elle a amélioré le capital entre-temps. Ghislaine estime qu'elle est une femme plus épanouie aujourd'hui et elle n'est pas la seule. Plusieurs de ses amies bénéficiaires du Cash4work se sont lancées dans de petits commerces, notamment des produits agroalimentaires. Comme le témoigne d'ailleurs Mme Adjidé, présidente du Comité de stabilisation, les activités de la FNS, ont permis aux femmes d'être plus autonomes et de sortir de leurs vies recluses de femmes au foyer. Les fonds reçus dans le cadre du Cash4Work et des micro-subventions ont joué un grand rôle en ce sens. Mais il y a aussi eu des formations et des sensibilisations sur les droits de l'homme, les #VBG, les droits de la femme, l'importance pour les femmes de gérer leurs propres affaires. « *Nos maris se montrent plus compréhensifs lorsque nous sortons le matin comme eux. Et comme nous rapportons de l'argent au foyer, nous sommes davantage respectées, nous payons la scolarité de nos enfants, les médicaments quand ils sont malades etc.* » Fatimé Mahamat, une des Bénéficiaires, sans-emploi auparavant, aujourd'hui revendeuses de produits maraichers, ce qui l'amène à voyager et à fréquenter les marchés périodiques du département.

Encouragé par les changements dans la vie des populations de Guité

Par Aristide Dingamdoum



L'Ambassadeur du Royaume Uni au Tchad renouvelle son soutien à la Stabilisation au Tchad

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du "Programme de la Facilité régionale de Stabilisation du Bassin du Lac-Tchad : guichet national du Tchad (FNS)"; Le PNUD, le Gouvernement tchadien et l'Ambassade du Royaume-Uni ont effectué une visite conjointe pour évaluer les réalisations du projet, rencontrer les bénéficiaires et divers acteurs (les organisations de la société civile, les dirigeants communautaires, les forces de défense et de sécurité) afin de recueillir des informations sur les défis à relever jusqu'à présent.

Cette visite de haut niveau a réuni l'ambassadeur du Royaume-Uni au Tchad, M. Mark Matthews, le Représentant résident du PNUD, M. Kamil Kamaluddeen, la Gouverneur de la province de Hadjer Lamis, Mme Aminia Kodjiana; le Conseiller principal en matière d'aide humanitaire et de stabilisation de l'ambassade du Royaume-Uni, M. Ian Bryam; le Chef de la stabilisation du PNUD, M. Charles Mback, et bien d'autres personnalités.

Sous la conduite de Mme Adidjé, Garba, Président du Comité de Stabilisation de Guité, et à travers les échanges avec la communauté et les visites des sites, les autorités ont pu constater l'amélioration de la sécurité et la sûreté permanente au sein de la communauté, la bonne maintenance et la fonctionnalité des infrastructures essentielles, la disponibilité des services de base comme l'éducation, l'eau potable, la santé qui améliore la vie des populations et l'effectivité des moyens de subsistance pour les ménages vulnérables.

Quelques femmes bénéficiaires sorties à l'occasion n'ont pas manqué de rendre témoignages de leur

autonomisation grâce aux activités lucratives financées par les ressources du cash-for-work ou des micro-subsventions. Avec les jeunes et les forces de sécurités, les témoignages ont également porté sur les changements de comportements induits par les formations sur les droits de l'homme, les VBG, le terrorisme et la coopération civilo-militaire. Toutes et tous ont remercié le Gouvernement, et à travers lui, les donateurs et le PNUD qui ne cesse de mobiliser les patenaires techniques et financier dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la FNS-Tchad.

L'importance était de comprendre et de rassembler des informations relatives à la mise en œuvre du projet à son impact, aux leçons apprises, aux bonnes pratiques et aux défis rencontrés. Au cours de cette visite, M. Mark Matthews a exprimé sa satisfaction en visitant les infrastructures construites à Guité, tel que le marché rural de Guité, le bureau du comité de stabilisation, la plateforme multifonctionnelle des femmes, le Collège d'Enseignement et la brigade de gendarmerie de Guité.

« Je suis heureux de voir le niveau de développement de ces infrastructures, leur accessibilité, leur adaptabilité aux besoins de la pollution et leur disponibilité pour les bénéficiaires », a-t-il déclaré.

À partir des nouveaux défis et des nouvelles demandes soulevées par les bénéficiaires, on peut constater que les populations de Guité pensent déjà au-delà de la stabilisation immédiate et se préoccupent désormais du relèvement et du développement : ambulance et maternité au centre de santé, extension de l'école secondaire au lycée, soutien aux unités des services de renseignement gouvernementaux, plus d'équipement pour étendre les surfaces agricoles, etc.

Visite de la conseillère principale de l'UNICEF AFRICA à Mani.

Par Donaig Le Du



En visite au Tchad pour la 13eme réunion de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel UNISS, la conseillère principale de UNICEF Africa pour le Sahel, Macoura Oulare a rendu visite aux populations de Mani dans la province de #HadjerLamis. Des échanges fructueux ont eu lieu avec une population déterminée à améliorer ses conditions de vie. Dans un canton frappé par le changement climatique et la crise du Lac Tchad, la population s'organise pour cultiver, assurer l'éducation des enfants, en particulier des jeunes filles, et lutter contre les mariages d'enfants.

Participation de 2 jeunes voix du Sahel à la conférence de l'eau à Douchanbé

Du 6 au 9 Juin, Kenyane et Bienvu, 2 jeunes Voix du Sahel et U-Reporters, ont participé à la deuxième Conférence internationale sur l'eau pour le développement durable à Douchanbé, au Tadjikistan. Durant leur séjour, ils se sont exprimés sur l'importance de la contribution des jeunes dans la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.



Formation de 150 filles sur les TIC

Du 07 au 08 Juin, 150 filles de la ville d'Abéché et de Bokoro, ont participé à un atelier de formation sur les technologies de l'information et de la communication. Durant la formation, les filles ont appris comment bien utiliser les réseaux sociaux, comment détecter les fausses informations en ligne et comment utiliser le numérique pour se former et trouver du travail



Formation de leaders associatifs sur la promotion des services sociaux de base

Par Donaig Le Du

Du 9 au 12 Juin, 40 jeunes U-Reporters et leaders associatif de la ville de Bol et d'Abéché, ont été formés sur la promotion des services sociaux de base et l'engagement communautaire. Au terme de la formation, les jeunes se sont engagés à promouvoir la vaccination, l'enregistrement des naissances et l'éducation des filles dans leurs communautés.



Campagne Polio

Du 10 au 12 juin, a eu lieu la seconde phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite. Les relais communautaires et agents de santé déployés dans les villages ont fait un travail remarquable à travers leurs sensibilisations quotidiennes. Ce qui a permis de vacciner un grand nombre d'enfants sans opposition de leurs parents.

La journée de l'enfant Africain, célébrée le 16 juin 2022

A la veille de la célébration de la Journée de l'Enfant Africain, le Ministère de la Communication en partenariat avec le Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, la Maison des médias, l'Union des Journalistes du Tchad et l'UNICEF ont organisé un Café de presse. En présence de plus de 40 journalistes, les échanges ont porté sur l'ampleur des pratiques néfastes au Tchad et les stratégies pour améliorer la situation.



Parc national de Sena Oura (PNSO) : première réserve de biosphère du Tchad

Par Odinakachi Jean Philippe



La 34e session du Conseil du MAB vient d'approuver la création de la première réserve de biosphère du Tchad (Sena-Oura).

Le parc national de Sena Oura couvre l'une des dernières zones écologiques de la savane soudanaise. Les espèces d'arbres les plus fréquentes sont le bouleau d'Afrique (*Anogeissus leiocarpus*) et *Acacia ataxacantha*. La zone est également habitée par des espèces présentant un grand intérêt pour la conservation, telles que des éléphants, des élans géants et des girafes.

La nouvelle réserve de biosphère couvre une superficie totale de 173 520 hectares. Elle compte une trentaine de villages et une population totale de 186 859 habitants. L'agriculture est l'activité dominante dans la région, employant 88,73 % de la population. L'Afrique centrale dispose désormais de 11 réserves de biosphère dans 6 pays (Cameroun, Congo, RCA, RDC, Sao Tomé et Príncipe et Tchad). Ces sites couvrent environ 3 millions d'ha et abritent près de 600.000 personnes.

Cet aboutissement est le fruit de deux années d'accompagnement soutenu de l'UNESCO au

Cameroun et au Tchad à travers le projet BIOSphère et Patrimoines du Lac Tchad (BIOPALT) mis en œuvre avec la Commission du bassin du lac Tchad sur financement de la Banque africaine de Développement.

Les réserves de biosphère sont des " lieux d'apprentissage pour le développement durable" aux niveaux local, national, régional et mondial. Il s'agit de sites d'expérimentation d'approches interdisciplinaires pour comprendre et gérer les changements et les interactions entre les systèmes sociaux et écologiques, y compris la prévention des conflits et la gestion de la diversité biologique, géologique et culturelle.

Ces sites apportent des solutions locales aux défis mondiaux. Chacun d'entre eux promeut des solutions conciliant la conservation de la nature et son utilisation durable.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, visite le Tchad, à l'heure où le pays a déclaré une urgence alimentaire

Par Aristophane Ngargoune



Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a effectué une visite au Tchad du 12 au 15 juillet 2022 pour une évaluation globale de la situation humanitaire des personnes relevant de la compétence du HCR. Les réfugiés et demandeurs d'asile représentent plus de 3% de la population tchadienne. Ce qui fait du Tchad, le premier pays d'asile en Afrique et aussi parmi les 10 plus grands pays d'accueils des réfugiés dans le monde. Au Tchad, sur un total de 1 067 668 personnes relevant de la compétence du

HCR au 31 juillet 2022, 584 828 sont des réfugiés et demandeurs d'asile, 381,289 Personnes Déplacées Internes et 101 551 rapatriés. Les réfugiés et demandeurs d'asile qui vivent au Tchad depuis bientôt deux décennies viennent principalement des pays limitrophes (RCA, Soudan, Nigeria et Cameroun) et installées au Sud, à l'Est et à l'Ouest du Tchad dans divers camps, sites et villages d'accueil.

« Les actions du gouvernement tchadien, du HCR et de leurs partenaires ne peuvent avoir l'impact attendu sans un soutien à la hauteur des besoins de la population. L'avenir du pays et de la région est en jeu, car présentement, plus de 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans ont un besoin urgent d'assistance sanitaire, nutritionnelle et alimentaire. » a déclaré le Haut-Commissaire aux réfugiés, M. Filippo Grandi.

En effet, la présence massive des réfugiés au Tchad constitue un poids supplémentaire pour ce pays qui est déjà durement éprouvé par une crise économique qui perdure et a de maigres ressources naturelles disponibles. A tout cela, s'ajoute la conflictualité sur ses principaux axes frontaliers.

À l'Est avec le Soudan, à l'Ouest le Cameroun et la République centrafricaine au Sud, le Tchad reste au centre d'une situation humanitaire complexe qui fait intervenir, depuis près de deux décennies, une diversité d'acteurs qui appuient l'action du Gouvernement tchadien, dans le but d'alléger le fardeau.

Notre réponse prend en compte les communautés hôtes qui accueillent les réfugiés malgré leurs maigres ressources ", a déclaré Kysma Sylla, représentant du HCR au Tchad. "En les soutenant, nous favorisons la coexistence pacifique et améliorons l'environnement de protection des réfugiés, dont le nombre augmente au Tchad", a-t-il ajouté. Le Tchad fait face à d'énormes défis humanitaires liés à l'insécurité croissante dans

certaines parties du pays et dans les pays voisins, ainsi qu'à des défis socio-économiques, sanitaires et climatiques. Il est ainsi primordial que cette urgence humanitaire multiforme soit une priorité absolue dans l'agenda de développement du bassin du lac Tchad.



Se nourrir, la lutte quotidienne pour les réfugiés de Kalambari

Par Amadou Baraze



Des milliers de réfugiés camerounais ont été contraints de quitter leur pays en raison des violences communautaires pour trouver refuge au Tchad où ils dépendent de l'assistance humanitaire pour survivre.

Fatimé Said, 26 ans, vit avec ses trois enfants dans le camp de Kalambari au sud de N'Djamena, un site aménagé par le gouvernement tchadien avec l'appui des partenaires humanitaires pour héberger des familles réfugiées camerounaises.

C'est la deuxième fois qu'elle fuit son village dans l'Extrême-Nord du Cameroun à cause des tensions communautaires autour de la gestion des ressources naturelles. La toute première fois c'était en août 2021. Après quelques semaines chez des parents, elle regagna son pays avec sa famille suite à un calme précaire.

« Nous avons emprunté des pirogues de fortune pour sauver nos vies. Dans la débâcle, j'ai eu une jambe cassée. Plusieurs personnes ont perdu la vie dans le conflit, » confie-t-elle. « Quelques jours après notre arrivée, mon mari est parti chercher du travail et

gagner de quoi nous nourrir et depuis quelques mois je ne reçois plus de ses nouvelles. »

Maintenant qu'elle est l'unique soutien de la famille, elle a du mal à s'occuper de ses enfants car elle n'a aucune source de revenu. Sa famille à l'instar des autres familles réfugiées ne survit que grâce aux rations alimentaires fournies par le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) avec l'appui de ses partenaires.

Elle reçoit chaque mois une ration familiale composée de céréales, légumineuses et d'huile végétale fortifiée à la vitamine A, mais c'est à peine suffisant pour subvenir à leurs besoins, et la famille est forcée de faire des choix inimaginables tels que se contenter d'un seul repas par jour.



Pour combler les besoins alimentaires de sa famille, Fatimé revendait des légumes qu'elle prenait chez un producteur local. Néanmoins cette activité n'a pas prospéré à cause de l'étrouffement et la saturation du marché. Les réfugiés étant les seuls clients. « Nous étions nombreuses à pratiquer la même activité dans le camp et du coup il y a toujours mévente et le fournisseur a arrêté de nous livrer les légumes, » explique-t-elle.

Non loin de la tente de Fatimé vit Amadou Keiface, la quarantaine, tailleur et réfugié aussi. Dans son village, c'est avec ce métier qu'il nourrissait et pourvoyait aux besoins de sa famille. Mais à Kalambari, il ne peut que compter sur l'assistance alimentaire du PAM car les clients font défaut. Pour reprendre son activité à Kalambari, il a dû emprunter une vieille machine à coudre chez un de ses compatriotes tailleur installé à N'Djamena depuis quelques années.

« Les gens peinent à trouver à manger ici. Ils ne pensent pas trop aux vêtements. La fête passée [Ramadan], j'ai eu quelques clients, mais certains ne m'ont pas encore payé, » témoigne Moustapha, l'air désespéré.



A cette situation de précarité que vivent les réfugiés, vient s'ajouter une crise alimentaire et nutritionnelle sévère dans le pays qui laisse les 1/3 de la population en insécurité alimentaire dont plus de 2,1 millions dans le besoin d'assistance alimentaire d'urgence. Les organismes humanitaires dont le PAM peinent à drainer les ressources nécessaires pour servir les familles vulnérables. Le PAM a actuellement un besoin urgent de financement de 77,1 millions de dollars pour l'assistance saisonnière et 53,4 millions pour les populations affectées par les crises (réponse d'urgence concernant aussi bien pour les déplacés internes que les réfugiés) de juin à novembre 2022.

En effet, le Tchad vit une troisième année consécutive d'insécurité alimentaire sévère et la pire période de soudure des dix dernières années.

Les conflits armés, l'insécurité, les effets du changement climatique et les crises économiques sont les principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition au Tchad. A ces facteurs déterminants, s'ajoute l'impact de la crise Ukrainienne qui cause une tendance généralisée à la hausse locale des prix des denrées.

Le Tchad abrite actuellement plus de 575 000 réfugiés et 381 289 déplacés internes et retournés.



Cent onze (111) apprenants diplômés dans le cadre du premier programme de formation technique et professionnelle de l'OIM dans le nord du Tchad



111 apprenants, dont 42 filles, ont reçu leur diplôme dans le cadre du programme phare de formation technique et professionnelle de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans le nord du Tchad.

La remise des diplômes marque la fin de 6 mois de formation en informatique, mécanique automobile, maintenance électrique y compris l'installation d'énergie solaire, la couture et l'alphabétisation. Cette formation ouvre ainsi de nouvelles portes aux jeunes pour un avenir meilleur.

Dans son discours d'ouverture lors de la cérémonie de remise des diplômes, Mme Nodjigoto A. Damaris, Secrétaire générale du Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi a remercié l'OIM pour son investissement continu dans le développement professionnel des jeunes et a encouragé les diplômés à tirer parti de leurs compétences nouvellement acquises pour faire face aux défis qui les attendent. « Le véritable succès de l'insertion socioprofessionnelle repose désormais sur vos épaules. Je salue votre engagement tout au long de la formation et vous souhaite un grand succès en tant que pionniers de ce programme », a-t-elle déclaré.

Chacun des jeunes diplômés recevra également un kit de démarrage comprenant les outils et les ressources dont ils ont besoin pour créer leur propre entreprise. Lancé en 2020 avec le soutien de la République fédérale d'Allemagne et du Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies, le programme de formation technique et professionnelle mis en œuvre par l'OIM a joué un rôle catalyseur dans la transformation de la vie des jeunes dans le nord du Tchad. Le programme offre aux jeunes chômeurs la possibilité de se perfectionner et de réintégrer le marché du travail grâce à des cours spécialisés de courte durée. « Les jeunes ont un potentiel extraordinaire et nous sommes heureux de nous associer au Gouvernement du Tchad pour optimiser ce potentiel qui sera la clé du développement local et national », a déclaré Anne Kathrin Schaefer, Cheffe de

mission de l'OIM au Tchad.

Au Tchad, l'un des pays les moins développés au monde, une croissance démographique rapide et une crise économique persistante ont eu un impact négatif sur l'éducation des jeunes et leur intégration au sein du marché du travail, en particulier dans les zones rurales. Les provinces du Borkou, de l'Ennedi-West et du Tibesti, situées au nord du pays, enregistrent des indices de développement humain parmi les plus faibles, en partie à cause d'une offre limitée d'opportunités de formation académique, technique et professionnelle pour les jeunes locaux. Un seul centre de formation professionnelle, situé dans la ville de Faya, dessert les trois provinces qui ne disposent pas d'établissements d'enseignement supérieur.

En conséquence, les trois provinces se retrouvent fréquemment au sommet du classement des taux de chômage et de sous-emploi chez les jeunes, qui, faute d'alternatives, abandonnent parfois l'école et décident de migrer - souvent par des voies irrégulières - vers la Libye ou même l'Europe où ils espèrent trouver un emploi décent. « Le marché du travail, qui repose en grande partie sur le secteur informel, est actuellement incapable d'absorber le nombre croissant de jeunes peu qualifiés, d'où la nécessité d'offrir aux jeunes des possibilités d'amélioration de leurs compétences afin d'augmenter leurs chances d'obtenir ou de créer un emploi, et ainsi de se construire un avenir stable », explique Anne Schaefer de l'OIM.

Dans le cadre du programme de formation technique et professionnelle, l'OIM a réhabilité et équipé le centre de formation de Faya pour en faire un espace d'apprentissage fonctionnel pour les jeunes. En plus de la reconstruction de l'infrastructure du centre, l'OIM a appuyé le recrutement de 7 enseignants et a fait don au centre de 40 machines à coudre, 2 machines à broder, 10 ordinateurs et divers équipements pour la formation en mécanique, électricité et menuiserie.



NATIONS UNIES
TCHAD



BP: 906 – N'Djamena

Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044_Porte 530 au quartier Klemat



@OnuTchad



@OnuTchad



@OnuTchad



<https://chad.un.org/>